



**Campagne de diffusion des documents d'appel des monuments gérés par le  
Centre des monuments nationaux (20 lots)**

**Marchés n°26-200-26\_45**

**Cahier Des Clauses Particulières (CCP)**

**Commun à tous les lots**

**PROCEDURE DE PASSATION** : Marché passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

**POUVOIR ADJUDICATEUR** : Centre des monuments nationaux – Hôtel de Sully – 62, rue Saint-Antoine – 75186 PARIS Cedex 04, représenté par Madame Marie LAVANDIER, agissant en qualité de Présidente du Centre des monuments nationaux.

**SERVICE GESTIONNAIRE DU MARCHE** : Direction du développement économique et de la relation visiteurs – Département du développement de la fréquentation et de la relation visiteurs

**MOIS M0** : Mois de remise de l'offre

## Sommaire

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>CONTEXTE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>PROCEDURE ET FORME DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>ALOTISSEMENT ET ZONE GEOGRAPHIQUES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>CONTENU DES PRESTATIONS AU TITRE DE LA PART FORFAITAIRE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>DESCRIPTIF DES DOCUMENTS D'APPEL .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>RESEAU ET PERIODE DE DIFFUSION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>LIVRABLES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>7</b>
10.1	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	7
10.2	POSITIONNEMENT ET VISIBILITE DES DOCUMENTS D'APPEL.....	7
10.3	REPORTING.....	7
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>CORRESPONDANTS – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE .....</b>	<b>7</b>
11.1	CORRESPONDANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	7
11.2	CORRESPONDANTS DU TITULAIRE .....	8
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>OBLIGATIONS DU TITULAIRE – RESPECT DES REGLEMENTATIONS .....</b>	<b>8</b>
12.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	8
12.2	OBLIGATION DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE .....	8
<b>ARTICLE 13.</b>	<b>OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 14.</b>	<b>PRIX – CONTENU - VARIATION .....</b>	<b>10</b>
14.1	PRIX DU MARCHE .....	10
14.2	CONTENU DES PRIX.....	10
14.3	VARIATION DES PRIX .....	10
14.4	GRILLE TARIFAIRE .....	10
14.5	REMISE EXCEPTIONNELLES ET PRIX PROMOTIONNELS .....	11
<b>ARTICLE 15.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 16.</b>	<b>SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 17.</b>	<b>PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES SUR DEVIS.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 18.</b>	<b>MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>12</b>
18.1	MODALITES DE FACTURATION.....	12
18.2	PRODUCTION DES FACTURES .....	12
<b>ARTICLE 19.</b>	<b>ASSURANCE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 20.</b>	<b>CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE DU TITULAIRE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 21.</b>	<b>OBLIGATION DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 22.</b>	<b>RESILIATION ET CESSIION DU MARCHE .....</b>	<b>13</b>
22.1	RESILIATION.....	13
22.2	CESSIION DU MARCHE.....	13
<b>ARTICLE 23.</b>	<b>CLAUSE DE REEXAMEN.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 24.</b>	<b>LITIGES .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 25.</b>	<b>CLAUSE DIVERISTE ET EGALITE .....</b>	<b>15</b>
25.1	GENERALITE.....	15

25.2	QUESTIONNAIRE « ÉGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE » .....	15
25.3	DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D'ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN.....	15
25.4	COLLABORATION DU TITULAIRE EN CAS DE SIGNALEMENT .....	15
<b>ARTICLE 26.</b>	<b>DEROGATIONS .....</b>	<b>16</b>

## **Article 1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

---

Le Centre des monuments nationaux est un établissement public administratif dont les statuts sont fixés par l'article L. 141-1 du code du patrimoine et le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 (modifié). Il est placé sous tutelle du ministre chargé de la culture.

Le Centre des monuments nationaux a pour mission de présenter au public les monuments nationaux, soit environ 110 monuments historiques répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain, d'en développer la fréquentation et d'en favoriser la connaissance.

Chargé de conserver et de mettre en valeur ce patrimoine, d'en développer l'accessibilité au plus grand nombre et d'améliorer la qualité de l'accueil, l'établissement favorise également, avec plus de 400 manifestations par an, la participation des monuments nationaux à la vie culturelle et au développement du tourisme, en concertation avec les collectivités territoriales et les réseaux d'institutions culturelles.

L'établissement poursuit, parallèlement, une action dynamique de conquête de nouveaux publics et de diffusion commerciale, en portant une attention toute particulière au secteur des éditions, afin de contribuer à la diffusion des connaissances sur le patrimoine et sa mise en valeur. Editeur pour son propre compte, il fait paraître sous la marque *Editions du patrimoine*, un éventail très large de publications, allant des ouvrages à vocation touristique aux publications scientifiques de haut niveau et de portée internationale.

Le Centre des monuments nationaux a défini une organisation lui permettant d'une part, de développer une politique des publics qui réponde aux nouvelles contraintes de son environnement et, d'autre part, d'intégrer l'ensemble des compétences nécessaires pour assurer ses missions notamment son rôle d'expertise et de suivi technique en maîtrise d'ouvrage.

La liste des monuments nationaux gérés par le Centre des monuments nationaux est consultable sur le site suivant : [www.monuments-nationaux.fr](http://www.monuments-nationaux.fr)

## **Article 2. CONTEXTE**

---

Au sein de la Direction du développement économique et de la relation visiteurs, le Département du développement de la fréquentation et de la relation visiteurs a pour objectif d'accroître la fréquentation des monuments du réseau et de contribuer ainsi au développement des ressources propres du Centre des monuments nationaux.

En vue de faire connaître l'offre de son réseau et d'inciter le public à découvrir les différents sites, le Centre des monuments nationaux imprime chaque année des documents d'appel.

Ces documents d'information touristique présentant l'offre des sites du réseau, sont mis gratuitement à la disposition des visiteurs. Ces documents d'appel sont diffusés chaque année par des prestataires, dans toute la France, dans des points de passage touristiques : les offices de tourisme, les hébergements (hôtels, résidences de tourisme, campings), les sites touristiques, culturels et de loisirs entre autres.

## **Article 3. OBJET DU MARCHÉ**

---

Le présent marché a pour objet de confier au Titulaire de chacun des lots, la diffusion des documents d'appel des monuments gérés par le Centre des monuments nationaux, dans les réseaux touristiques (hôtels, sites touristiques, chambres d'hôtes, offices du tourisme, etc.), proposés par le Titulaire, dans son offre.

A ce titre, ce marché s'adresse à des prestataires spécialisés dans la diffusion de documentation touristique et culturelle.

## **Article 4. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ**

---

La consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

## **Article 5. ALOTISSEMENT ET ZONE GEOGRAPHIQUES**

Les prestations sont décomposées en 20 lots isolés. Chaque lot ainsi identifié fait l'objet d'un marché indépendant juridiquement mais lié techniquement à la réalisation des autres marchés.

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Particulières sont communes à l'ensemble des lots listés ci-après :

N° des lots	Objet	Numéro de marché
1	Diffusion d'une sélection de documents d'appel des monuments d'Occitanie	26-200-26
2	Diffusion d'une sélection de documents d'appel des sites d'Occitanie – Monuments du Lot	26-200-27
3	Diffusion d'une sélection de documents d'appel des sites de Dordogne (Nouvelle Aquitaine)	26-200-28
4	Diffusion d'une sélection de documents d'appel des monuments de Provence Alpes Côte d'Azur (Ouest de la région PACA)	26-200-29
5	Diffusion d'une sélection de documents d'appel des monuments de Provence Alpes Côte d'Azur (Est de la région PACA)	26-200-30
6	Diffusion d'une sélection de documents d'appel en Normandie	26-200-31
7	Diffusion d'une sélection de documents d'appel en Bretagne	26-200-32
8	Diffusion d'une sélection de documents d'appel dans l'Aisne et dans le Grand Est	26-200-33
9	Diffusion d'une sélection de documents d'appel dans l'Oise et en Ile-de-France	26-200-34
10	Diffusion d'une sélection de documents d'appel dans la région Hauts-de-France pour la Villa Cavrois	26-200-35
11	Diffusion du document d'appel du château de Haroué	26-200-36
12	Diffusion des documents d'appel d'une sélection de monuments nationaux de Bourgogne-Franche Comté et d'Auvergne-Rhône-Alpes	26-200-37
13	Diffusion d'une sélection de documents d'appel des monuments du Puy de Dôme et de Haute-Loire (Auvergne-Rhône-Alpes)	26-200-38
14	Diffusion d'une sélection de documents d'appel des monuments des Deux-Sèvres et de la Vienne (Nouvelle Aquitaine)	26-200-39
15	Diffusion d'une sélection de documents d'appel des monuments de Gironde (Nouvelle Aquitaine)	26-200-40
16	Diffusion des documents d'appel des Tours de La Rochelle	26-200-41
17	Diffusion des documents d'appel du château d'Azay-le-Rideau	26-200-42
18	Diffusion de documents d'appel d'une sélection de monuments de la région Centre-Val de Loire et Pays de la Loire	26-200-43

19	Diffusion des documents d'appel du château d'Angers	26-200-44
20	Diffusion des documents d'appel des monuments d'Ile-de-France et du document d'appel « Paris en 13 monuments »	26-200-45

## **Article 6. CONTENU DES PRESTATIONS AU TITRE DE LA PART FORFAITAIRE**

Les prestations consistent au lancement d'une campagne de diffusion des documents d'appels du Centre des monuments nationaux.

Cette diffusion s'opère, dans des lieux de passages stratégiques et touristiques, sur toute ou partie du réseau de présentoirs du titulaire et ses réseaux partenaires.

La prestation comprend, la livraison, la diffusion et la mise en place des documents d'appels sur l'ensemble du réseau de présentoirs du titulaire et ses réseaux partenaires.

Les fréquences de réassort sont adaptées au débit des points de diffusion.

Le CMN fournit et livre directement chez le titulaire les documents d'appel.

En cours d'exécution du marché, le titulaire assure une mission de conseil auprès du CMN, notamment sur le choix et l'évolution des zones et points de diffusion et leur approvisionnement et plus largement sur la communication qui pourrait être faite autour d'opérations ponctuelles adaptées à un événement (ex : réouverture de monument après travaux / exposition d'envergure sur l'un des monuments / ouverture de nouveaux espaces de visite...).

## **Article 7. DESCRIPTIF DES DOCUMENTS D'APPEL**

- Format des dépliants :
  - 1 volet > 10 x 21 cm
  - 2 volets > 10 x 21 cm plié
  - 3 volets > 10 x 21 cm plié
  - 4 volets > 10 x 21 cm plié (pli économique)
  - 4 volets > 15 x 21 cm plié (pli portefeuille)
- Impression recto-verso en quadrichromie
- Type de papier :
  - 1 volet et 3 volets : COUCHE DEMI-MAT CREATOR SILK 150 g OU EQUIVALENT
  - 2 volets, 4 volets 59,6 x 21 cm, 4 VOLETS 39,7 x 21 cm et 4 VOLETS 40 x 21 cm : COUCHE DEMI-MAT CREATOR SILK 135gr OU EQUIVALENT
- Conditionnement des dépliants :
  - Mise sous film rétractable ou bande papier par paquet
  - Regroupement par modèles dans des cartons standard avec référence du contenu des cartons
  - Les dépliants 1 volet sont conditionnés par paquets de 1000 exemplaires
  - Les autres dépliants sont conditionnés par paquets de 250 exemplaires

Le cas échéant, des modifications de format / conditionnement pourront être décidées par le CMN qui en informera le Titulaire du lot concerné.

## **Article 8. RESEAU ET PERIODE DE DIFFUSION**

La liste des zones et points de diffusion ainsi que la période de diffusion s'entend par année.

Pour la saison touristique 2026, les zones de diffusion souhaitées et points de diffusion à cibler figurent en annexe 1 au présent CCP. Cette annexe identifie notamment la zone de diffusion souhaitée, les points de diffusion à cibler, la périodicité de diffusion, la quantité des dépliants, les livrables attendus.

Cette annexe est mise à jour annuellement. Elle fera l'objet d'une transmission par le chef de pôle du développement touristique national, par courriel ou voie postale, au plus tard 1 mois avant la date anniversaire du marché en cas de reconduction de celui-ci.

Le Centre des monuments nationaux s'engage à communiquer au titulaire du lot concerné, toutes précisions utiles concernant la mise à jour de cette liste.

## **Article 9. LIVRABLES**

---

Dans le cadre du suivi des prestations et en complément des livrables mentionnés en annexe 1 au présent CCP, le titulaire devra fournir un rapport mensuel et mettre à disposition du CMN ce compte rendu (supports acceptés : bilan des tournées de diffusion / photos / rapports de tournées...).

## **Article 10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **10.1 Conditions d'exécution des prestations**

Le Centre des monuments nationaux livre, pour chaque lot, les documents d'appel nécessaires à la diffusion sur la période définie.

La date de livraison des documents d'appel est communiquée au(x) Titulaire(s) par la chargée de développement économique et touristique ou par le chef de pôle tourisme national et fidélisation, par courriel.

Le Titulaire ne peut être tenu responsable du non-réassort du document d'appel en cas de rupture de stocks.

### **10.2 Positionnement et visibilité des documents d'appel**

Le titulaire s'engage à assurer une visibilité ininterrompue, selon les modalités explicitées à l'annexe 1, des documents d'appel dans les zones et points de diffusion, notamment les lieux de passage les plus stratégiques.

Le titulaire met à disposition du CMN des photos attestant de la bonne mise en place et visibilité des documents d'appel.

### **10.3 Reporting**

Le titulaire assure un reporting mensuel quantitatif et qualitatif de l'état des stocks et de la diffusion des documents d'appel (y compris réassort) dans son réseau et ses réseaux partenaires ainsi que les éléments permettant d'apprécier le taux de prise des documents d'appel du Centre des monuments nationaux, comparativement à d'autres institutions.

## **Article 11. CORRESPONDANTS – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE**

---

### **11.1 Correspondants du pouvoir adjudicateur**

Le représentant du pouvoir adjudicateur, chargé de l'organisation, du suivi et du contrôle des prestations, est le chef de pôle du développement touristique national ou son représentant.

## **11.2 Correspondants du titulaire**

Le correspondant du Titulaire est la chargée de développement économique et touristique du territoire, c'est-à-dire la personne coordonnant l'exécution de la diffusion des documents d'appel sur la période définie.

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité, le Titulaire s'engage à communiquer à la chargée de développement économique et touristique ou à son représentant les coordonnées précises de ce correspondant (nom, adresse, téléphone, fax, e-mail).

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution des marchés doit être communiqué à la chargée de développement ou à son représentant dans les meilleurs délais.

## **Article 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE – RESPECT DES REGLEMENTATIONS**

### **12.1 Obligations du titulaire**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des prestations à accomplir au titre du présent marché. Il doit avoir recueilli auprès du Centre des monuments nationaux tous les renseignements pouvant être donnés et nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des prestations du marché, sans aucun dommage pour lui.

Plus particulièrement, le Titulaire déclare avoir pris connaissance des modalités d'exécution des prestations telles que décrits dans le présent marché.

Il ne saura se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante de tous les éléments décrits notamment dans le présent marché.

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent CCP et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement des prestations.

Le Titulaire s'engage à mettre en place les moyens nécessaires pour effectuer sa prestation dans des conditions de qualité irréprochable.

Le Titulaire s'engage à informer le CMN de tout problème rencontré dans l'exécution des prestations.

Le Titulaire est responsable des opérations d'emballage des marchandises, de leur transport jusqu'aux lieux de livraison et de leur déchargement. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison incombent au Titulaire.

### **12.2 Obligation de transmission semestrielle**

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), le titulaire du marché doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code.

Lorsque le cocontractant est établi en France, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'une attestation de déclarations sociales et fiscales de moins de 6 mois
- d'un extrait K-bis de moins de 3 mois ou carte d'identification du Répertoire des Métiers

Dans le cadre des obligations légales – tant des entreprises et du pouvoir adjudicateur - le Centre des monuments nationaux a souscrit à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et de sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.



Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation ; elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

**L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la validité de l'adresse courriel transmise, qui servira pour les relances de la plateforme.**

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 22.1 du présent CCP.

## **Article 13. OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS**

---

La constatation de l'exécution des prestations et les décisions proposées après vérification sont assurées par le représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

**Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater que leurs exécutions répondent aux stipulations du marché.**

Concernant les opérations de vérification de la qualité de la diffusion, elles ont lieu une fois par mois. Il s'agit de visites de contrôle de la mise à disposition des documents d'appel dans les présentoirs dédiés dans le réseau du diffuseur.

Ce contrôle qualité a pour but de :

- Constater les éventuels manquements par rapport à la mission du Titulaire,
- S'assurer que le Titulaire met en œuvre rapidement toutes les dispositions nécessaires visant à corriger ces manquements.

Périodiquement et sans préavis, un contrôle inopiné peut également être opéré à l'issue des prestations.

La répétition de prestations non acceptables ou non exécutées donne lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 15 du présent Cahier des Clauses Particulières.

Une fois la vérification des prestations effectuée dans les conditions indiquées ci-dessus et en l'absence de réclamation en cours, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

La mention attestant le service fait, qui sera joint à la facture et signée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur dûment habilité, vaudra décision de recevoir sans réserve les prestations.

En outre le pouvoir adjudicateur peut le cas échéant :

- **décider d'ajourner l'admission des prestations**, dans les conditions fixées à l'article 30.2 du CCAG-FCS ;
- **appliquer une réfaction sur le montant de la commande** lorsqu'il estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état (réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées, conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS ;
- **rejeter les prestations** lorsque ces dernières ne peuvent être admises en l'état même avec réfaction, le titulaire est alors tenu d'exécuter à nouveau les prestations, conformément à l'article 30-4 du CCAG-FCS

## **Article 14. PRIX – CONTENU - VARIATION**

---

### **14.1 Prix du marché**

Le marché est traité pour partie à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaires pour les prestations complémentaires commandées, le cas échéant, au titre du présent marché.

### **14.2 Contenu des prix**

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais y afférents, notamment la manutention, l'assurance, le transport des documents jusqu'au lieu de livraison et de mise en place des documents sur le réseau de diffusion. Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date de réalisation des prestations, livrées et acceptées.

### **14.3 Variation des prix**

Les prix du marché, fixés par la proposition financière (DPGF) remise par le Titulaire dans son offre sont fermes pendant 12 mois à compter de la date de notification du marché.

Dans le cas où le marché serait reconduit, les prix fixés dans la proposition financière (cf article 14.4 du CCP) pourront être révisés à la hausse ou à la baisse.

Lorsque la révision de la rémunération du prestataire a pour effet de majorer de plus de 5% les tarifs arrêtés lors de la notification initiale du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser cette révision et de résilier le présent marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

La nouvelle grille tarifaire du ou des titulaire(s) sera mise en place selon les conditions décrites à l'article 14-4 du présent document. La nouvelle grille acceptée par le CMN vaut DPGF pour l'année concernée.

Le Titulaire adresse son nouveau tarif par courrier ou par voie électronique, dès réception de la décision de reconduction expresse du marché émanant du pouvoir adjudicateur. Il s'engage à donner toutes précisions utiles concernant les modifications de prix.

### **14.4 Grille tarifaire**

En cas de changement dans la grille tarifaire, le titulaire est tenu de transmettre sa proposition de nouvelle grille tarifaire au département du développement de la fréquentation et à la mission achats du Centre des monuments nationaux, par courriel dès réception de la décision de reconduction expresse du marché émanant du pouvoir adjudicateur et intervenant deux mois avant la date anniversaire du marché :

[jean-marc.lopez@monuments-nationaux.fr](mailto:jean-marc.lopez@monuments-nationaux.fr) et [marches-publics@monuments-nationaux.fr](mailto:marches-publics@monuments-nationaux.fr) ainsi qu'à la chargée de développement économique et touristique du territoire concerné

Le Centre des monuments nationaux fait connaître au titulaire son acceptation par courriel dans un délai maximal de 15 jours calendaires à compter de la réception de la proposition de nouveaux tarifs.

En l'absence de réponse du Centre des monuments nationaux au terme du délai de 15 jours calendaires, le nouveau tarif est considéré comme « accepté ».

En cas de refus, le Centre des monuments présente ses observations motivées par courriel. Le titulaire dispose d'un délai de 5 jour calendaire à compter de la date de réception des observations pour y répondre et présenter le cas échéant une nouvelle grille tarifaire.

A la réception de la réponse du titulaire un nouveau délai de 5 jours calendaires commence à courir. En l'absence de retour du Centre des monuments nationaux au terme de ce délai, le nouveau tarif est considéré comme « accepté ».

Si aucun accord ne peut intervenir, le Centre des monuments nationaux pourra résilier le marché sans aucune indemnité.

Une seule mise à jour par année civile de la grille tarifaire pourra être proposée par le Titulaire.

#### **14.5 Remise exceptionnelle et prix promotionnels**

Le titulaire s'engage à faire bénéficier le Centre des monuments nationaux des prix promotionnels et remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution du prix du marché, afin que le Centre des monuments nationaux puisse en bénéficier ipso facto.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier automatiquement le Centre des monuments nationaux des différentes formules de remise accessible.

Des taux de remise exceptionnels, applicables aux prix figurant au catalogue, sont autorisés. Ces taux de remise se substitueront à la remise définie dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), à condition de leur être supérieur. Ces taux de remises exceptionnelles devront être mentionnés clairement sur les factures concernées.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

### **Article 15. PENALITES**

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – FCS, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités forfaitaires suivantes :

- 100 € en cas de manquements à ses obligations constatées lors des opérations de vérification mentionnées à l'article 13 du présent CCP. ;
- 100 € par jour calendaire, en cas de retard pris dans la diffusion des documents d'appel
- 100 € en cas de manquements à ses obligations de transmission des livrables mentionnés aux articles 8 et 9 du présent CCP.

Le montant cumulé des pénalités est plafonné par le montant HT annuel du marché.

### **Article 16. SOUS-TRAITANCE**

---

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu, du Centre de monuments nationaux, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le Titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination des interventions des entreprises sous-traitantes agréées.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au Centre des monuments nationaux (ou lui adresse par lettre recommandée avec A.R.) l'Acte Spécial de sous-traitance.

L'acte d'engagement éventuellement complété par les annexes ou par les actes spéciaux, indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire et aux sous-traitants.

Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont identiques à celles du marché principal en particulier en ce qui concerne :

- Le mois d'établissement des prix,
- Les stipulations relatives aux délais, pénalités et retenues diverses.

## **Article 17. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

---

### **17.1 Modalités de facturation**

Le Titulaire établit à terme échu une facture trimestrielle de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) au regard de la période de diffusion sauf accord par courriel du CMN pour une périodicité différente.

Pour la première période de facturation, le cas échéant, le montant forfaitaire trimestriel est calculé au *pro rata temporis*, pour la période allant de la prise d'effet du marché à la date de fin du trimestre.

Les changements de périodicité de facturation n'ont pas à être constatés par avenant.

Au titre de la part à commandes, la facturation des prestations à prix unitaires sera établie sur la base du bon de commande émis par le CMN et après service fait.

### **17.2 Production des factures**

Les factures sont obligatoirement déposées sur Chorus Portail Pro (site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>), conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Les identifiants CMN sont les suivants :

- SIRET : 18004601300017
- Service exécutant : Direction du développement économique et de la relation visiteurs / Département du développement de la fréquentation et de la relation visiteurs
- EJ : VOIR NOTIFICATION (pour la part forfaitaire) ; VOIR BON DE COMMANDE (pour la part à bons de commande)

Elles doivent comporter, outre les mentions légales (raison sociale, adresse, forme juridique, numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, numéro de TVA intracommunautaire du titulaire), les indications suivantes :

- le nom du monument /direction concerné et le code service attaché.
- le numéro du marché, le n° du bon de commande le cas échéant,
- le nom, numéro d'identification individuel et adresse du titulaire,
- la description de la prestation livrée,
- la date de livraison,
- le prix hors taxes des prestations, le taux et le montant de la T.V.A. et le montant toutes taxes comprises des prestations (le cas échéant).
- le numéro de compte bancaire tel qu'il figure dans l'acte d'engagement.

## **Article 18. ASSURANCE**

---

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 19. CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE DU TITULAIRE**

---

Le titulaire doit obligatoirement notifier au Centre des monuments nationaux toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société.

L'établissement se réserve le droit de résilier, dans un délai d'un mois après cette notification, le présent marché sans être tenu au paiement d'une indemnité. Il en est de même de tout projet de fusion et d'absorption.

Cette clause étant une condition expresse, toute infraction pourra entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

## **Article 20. OBLIGATION DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITE**

---

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets désignés comme secrets ou confidentiels par l'administrateur des monuments ou son représentant, est tenu de maintenir comme telle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'administrateur du monument ou son représentant, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché.

## **Article 21. RESILIATION ET CESSIION DU MARCHE**

---

### **21.1 Résiliation**

En cas de non-respect des clauses du présent marché, celui-ci peut être résilié conformément aux dispositions du Chapitre 7, articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de non-respect de ses obligations par le titulaire et notamment en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution de sa prestation constatée par l'administrateur ou son représentant, le CMN se réserve la possibilité de résilier le marché, après avoir mis en demeure le titulaire d'effectuer la prestation dans un délai de 15 jours, aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG –FCS.

Durant la période nécessaire au CMN pour notifier un nouveau marché, la prestation sera réalisée par un titulaire de son choix aux frais et risques du titulaire.

### **21.2 Cession du marché**

En application de l'article R.2194-6 2° du Code de la commande publique, le titulaire du marché pourra céder son marché à un tiers dans les conditions suivantes :

- Le nouveau titulaire du marché devra justifier auprès du pouvoir adjudicateur disposer de capacités professionnelles, techniques et financières lui permettant la reprise du marché,
- Le pouvoir adjudicateur devra préalablement donner son accord sur la cession du marché,
- La cession donnera lieu à la rédaction d'un avenant,
- Le nouveau titulaire du marché reprendra le marché à l'identique (prix, caractéristiques techniques, cahiers des charges, droits et obligations...).

## **Article 22. CLAUSE DE REEXAMEN**

---

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen aurait vocation à être mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur dès lors que les conditions d'exécution initiales du marché seraient amenées à évoluer.

Tel serait notamment le cas lorsqu'un besoin spécifique se ferait sentir en matière de diffusion de documents d'appel :

- A l'occasion de l'ouverture/réouverture d'un monument et/ou du parcours de visite d'un monument
- A l'occasion de l'inauguration d'une exposition se tenant au sein d'un monument

En de tels cas, le CMN se réserve la possibilité de commander au titulaire des prestations complémentaires sur présentation préalable d'un devis détaillé établi par le titulaire.

En vue de son acceptation, ce devis doit notamment comporter les indications suivantes :

- la nature et la désignation des prestations,
- la(es) quantité(s),
- le montant total H.T. des prestations,
- le taux et le montant de la TVA applicable,
- le montant total TTC des prestations.

Il doit être expressément approuvé par le CMN au moyen d'un bon de commande.

Les bons de commandes comporteront les mentions suivantes :

- la référence du marché,
- la référence du bon de commande,
- la désignation de la fourniture,
- la (les) quantité (s) commandée (s),
- le (s) prix unitaire (s) des fournitures commandées,
- le montant total HT et TTC,
- le délai d'exécution,
- le lieu et les modalités de livraison,
- l'adresse de facturation,

Les bons de commandes seront adressés au (x) Titulaire (s) par tout moyen permettant d'en attester la réception (télécopie ou par mail).

**En tout état de cause, le montant cumulé des commandes passées sur la base de cette clause de réexamen ne peut pas dépasser 20 000 € HT par an par lot.**

## **Article 23. LITIGES**

---

En cas de litige nés de l'exécution ou de l'interprétation du marché, les parties essaient de trouver une solution amiable.

En cas d'impossibilité de trouver un accord, les litiges seront soumis au juge administratif. Le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

## **Article 24. CLAUSE DIVERISTE ET EGALITE**

---

### **24.1 Généralité**

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

### **24.2 Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »**

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

### **24.3 Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN**

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. La présentation de ce dispositif est annexée au règlement de la consultation.

### **24.4 Collaboration du titulaire en cas de signalement**

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution du marché, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

## **Article 25. DEROGATIONS**

---

Par dérogation à l'article 1er du CCAG-FCS il n'est pas renseigné de liste récapitulative des articles auxquels le présent CCP déroge.